

9ÈME SÉRIE DES INITIATIVES À RÉSULTATS RAPIDES

LES ACTIONS DE 31 ADMINISTRATIONS ÉVALUÉES

Les travaux des deux ateliers d'évaluation étaient présidés par le Président de la CONAC, le Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS.



Les participants à l'atelier du 27 juillet autour du Président de la CONAC.

Dans le cadre de l'implémentation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, la Commission Nationale Anti-Corruption a organisé, les 27 et 28 juillet 2017, deux ateliers d'évaluation de la 9ème série des Initiatives à Résultats Rapides (IRR) au siège de l'Institution, sis au Palais des Congrès de Yaoundé.

Les IRR sont utilisées pour mettre en œuvre la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption. Elles consistent à résoudre des problèmes de corruption précis et à parvenir à des résultats probants en 100 jours en moyenne.

L'atelier du 27 juillet était consacré aux Ministères tandis que celui du 28 juillet était réservé aux Etablissements Publics Administratifs et aux projets impliqués dans ce processus.

Ainsi, 15 Ministères et 16 structures et projets ont présenté les résultats de certaines actions de lutte contre la corruption, préalablement choisies pour implémentation dans leurs structures au cours des derniers mois.

Les Ministres, Directeurs Généraux et hauts responsables de ces Administrations ont pris part aux ateliers. Les Points focaux de lutte contre la corruption ont expliqué au Président de la CONAC, le Rev. Dieudonné MASSI GAMS, qui présidait les séances, les actions menées et les résultats obtenus suivant les différents axes d'intervention de

l'outil PRECIS. Cet outil désigne des actions de Prévention, d'Éducation, de Conditions, d'Incitation et de Sanctions menées de manière concomitante dans une structure pour lutter contre la corruption.

En utilisant cette stratégie, par exemple, la Société Nationale de Raffinage (SONARA) a réussi à réduire de 90 % les dysfonctionnements dans le processus d'achat des biens et services à la SONARA, à travers l'élaboration et la vulgarisation d'un guide pratique d'achat des biens et services.

L'Agence d'Électrification Rurale s'était fixée pour ambition de réduire en 100 jours les délais de traitement des dossiers de paiement dans les services financiers et comptables de l'AER. Cela a été fait.

Dans les hôpitaux, le défi était de combattre la vente illicite des médicaments par le personnel soignant. L'implémentation des ces IRR dans les hôpitaux a permis de réduire considérablement la vente des médicaments par le personnel soignant.

Dans ses mots de clôture à la fin des deux ateliers, le Président de la CONAC a exprimé le vœu que les acquis des IRR soient pérennisés pour une lutte durable contre la corruption. Il a lancé un appel à toutes les structures du pays pour qu'elles mettent sur pied des Comités Anti-Corruption pour une meilleure lutte contre ce fléau au Cameroun.

Les Ministères Concernés

Ministère du Tourisme et des Loisirs, Ministère des Forêts et de la Faune, Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, Ministère des Affaires Sociales, Ministère des Enseignements Secondaires, Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales, Ministère des Transports, Ministère de l'Enseignement Supérieur, Ministère des Sports et de l'Éducation Physique, Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique, Ministère du Commerce, Ministère de l'Eau et de l'Énergie, Ministère des Arts et de la Culture

Les structures et Projets concernés

Société Nationale de Raffinage, Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers, Cameroon Water Utilities Corporation, Camerounaise Des Eaux, ENEO Cameroon SA, Hôpital Général de Douala, Hôpital Laquintinie de Douala, Hôpital Général de Yaoundé, Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé, Agence de Régulation des Marchés Publics, Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité, Agence d'Électrification Rurale, Electricity Development Corporation, Mekin Hydro Electric Development Corporation, Projet Hydro-Électrique de Memve'ele, Cameroon Radio Television

INTERNALISATION DE LA CNUCC

L'ÉVALUATION DES MESURES PRÉVENTIVES ET DE RECouvreMENT D'AVOIRS EN COURS

Une équipe composée des experts de la Sierra Leone, du Vanuatu et de l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (ONUDD) séjournera au Cameroun dans les jours à venir pour évaluer les actions entreprises dans la lutte contre la corruption à travers les actes de prévention et de recouvrement des avoirs.

Les actions menées au Cameroun pour prévenir les actes de corruption et recouvrer les avoirs seront évaluées dans les prochains mois. C'est dans le cadre de l'implémentation du Mécanisme d'Évaluation du niveau d'internalisation de la Convention de Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC). Cette revue a pour but d'assister les Etats Parties à la Convention dans la mise en œuvre des dispositions dudit instrument légal.

L'évaluation sera faite par des experts venant de la Sierra Leone, du Vanuatu (pays de l'Océan Sud Pacifique) et des officiels de l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (ONUDD).

Les Experts camerounais en la matière, en particulier ceux de la CONAC, sont déjà à pied d'œuvre pour assurer la réussite de cette mission. Le travail actuel consiste à rassembler les informations dans ces deux domaines. Ces informations seront mises à la disposition de la Mission pour lui permettre de tirer des conclusions reflétant les actions entreprises au Cameroun pour lutter contre la corruption à travers la prévention et le recouvrement des avoirs.

En effet, au cours des travaux tenus en 2009 à Doha au Qatar, la Conférence des Etats Parties à la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC) avait décidé de passer en revue tous les Etats Parties afin de mesurer le niveau d'internalisation, par chacun, des dispositions de la Convention. C'est ainsi qu'a été mis en place le Mécanisme d'Évaluation, tandis que le processus d'évaluation proprement dit est divisé en deux étapes appelées cycles.

Durant le cycle I (2010-2015), les Etats Parties ont été évalués sur l'appropriation des chapitres III (incrimination, détection et répression) et IV (coopération internationale). Le Cameroun a subi avec succès son évaluation en 2015-2016.

Lors du cycle II (2016-2020), les Etats Parties sont évalués sur l'internalisation des chapitres II (mesures préventives) et V (recouvrement d'avoirs).

Dans la programmation des Nations Unies, il est prévu que l'évaluation du Cameroun se fasse avant la fin de l'année 2017 dans le cadre du second cycle.

A titre de rappel, le Cameroun a signé la CNUCC le 10 décembre 2003 et la ratification a eu lieu le 06 février 2006. Le point focal du Mécanisme d'Évaluation du niveau du Cameroun est la CONAC.

PROGRAMME DE DIFFUSION D'« ESPACE CONAC »

VERSION TÉLÉVISÉE		
	Jour de diffusion	Heure de diffusion
CRTV	Mercredi	12h30
	Jeudi	22h30
Canal 2 International	Lundi	18h30
	Jeudi	15h00
RADIO		
CRTV Poste National	Samedi	9:45am

WE ARE ALL VICTIMS OF CORRUPTION, SO LET US WORK TOGETHER TO STAMP OUT THIS CANKERWORM FROM OUR COUNTRY. DENOUNCE ALL ACTS OF CORRUPTION !

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption
Tél : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30
BP 33 200 Yaoundé
info@conac.cm, www.conac.cm

Directeur de Publication
Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS

Directeur de Publication Délégué
Pr. François ANOUKAHA

Conseil Editorial
NGALLE EYOU

Rédacteur en chef
Irene MORIKANG TCHE

Une production de la Division de Prévention et de la Communication de la CONAC
Impression Régie / CONAC

REPUBLIC OF CAMEROON August / Août 2017 Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption

CONAC NEWSLETTER

Tél: 222 20 37 32 • Fax: 222 20 37 30 B.P/O Box : 33 200 Yaoundé Website : www.conac.cm Mailto : info@conac.cm



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

LA CONAC S'INSPIRE DE L'EXPERIENCE EGYPTIENNE

Une délégation de la CONAC a séjourné au Caire du 09 au 13 juillet 2017 pour une visite d'étude à l'Autorité de Contrôle Administratif (ACA) de la République Arabe d'Égypte.

Dans le cadre du Protocole de Coopération signé le 27 octobre 2016 à Yaoundé, entre la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC) du Cameroun et l'Autorité de Contrôle Administratif (ACA) de la République Arabe d'Égypte, une délégation de la CONAC a séjourné au Caire du 09 au 13 juillet 2017.

Cette mission, composée de quatre personnes, était conduite par le Président de la CONAC, le Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS. Elle avait pour objectifs de s'inspirer de l'expérience de l'ACA vieille de 53 ans dans les domaines de la prévention, des investigations et des études d'une part, et envisager d'autre part la formation des cadres de la CONAC à l'Académie de Formation de l'ACA.

Les échanges avec le Président de l'ACA, le Ministre MOHAMED ERFAN, ainsi qu'une visite au Centre de Formation ont constitué l'essentiel de la visite de travail.

Durant leur séjour au Caire, la délégation de la CONAC était accompagnée par le Chargé des Relations Publiques et de la Communication de l'Ambassade du Cameroun au Caire, Is-Haq MOUHAMMAD, désigné par S.E. MOHAMADOU LABARANG, Ambassadeur du Cameroun en Égypte, afin de faciliter la communication.

La délégation de la CONAC avait en effet commencé son séjour en Égypte par une visite de courtoisie à l'Ambassadeur du Cameroun au Caire.



Avec le Président d'ACA.



Avec le Directeur de l'Académie de Formation d'ACA.



A l'Académie de Formation d'ACA.



Visite de courtoisie à S.E. LABARANG (cravate rayée).

ACA EN BREF

Nom: Autorité de Contrôle Administratif.

Siège: Le Caire, avec 27 bureaux régionaux.

Création: Loi N°54/1964. Il y'a 53 ans.

Président: Le Ministre MOHAMED ERFAN.

Nombre d'employés: 3000 personnes.

Mission: La prévention, la détection et la poursuite des actes de corruption.

A cet effet, l'ACA :
- veille au bon fonctionnement des services administratifs et des établissements publics, à la bonne exécution des projets de développement, au respect de l'éthique par les hauts fonctionnaires

et les élites, à la bonne gestion des fonds publics et à la répression des détournements desdits fonds ;

- procède aux contrôles des organismes subventionnés ; reçoit des plaintes en matière de corruption et mauvaise gouvernance ;
- mène des enquêtes.

ACA IN BRIEF

Name: Administrative Control Authority

Headquarters: Cairo with 27 Regional Offices

Creation: Law 54/1964. 53 years ago.

Chairman: Minister MOHAMED ERFAN

Staff strength: Over 3000 persons

Area of jurisdiction:

- State administrative bodies
- Public business sector
- Public association and Institutions
- Private sector undertaking any public work
- Organisations to which the State contributes in any form

Main activities:

- Investigate acts of corruption
- Carry out controls and audits
- Sensitize the population on the dangers of corruption
- Cooperate with other anti-corruption bodies

ACA Training Academy Specialised training courses on:

- Survey and investigations on candidates for top management posts
- Surveillance
- Selecting and recruiting secret sources of information
- Archiving and retrieving information
- Public fund crimes
- Public post crimes
- Examining citizen's complaints
- Money laundering

LA CORRUPTION N'EST PAS UNE FATALITÉ, ELLE PEUT ÊTRE VAINCUE. DENONCEZ TOUT ACTE DE CORRUPTION !

EVALUATION OF THE REGIONAL ANTI-CORRUPTION PLAN OF ACTION EAST REGION RESOLVED TO BREAK THE JINX

The increase in the implementation rate of the Anti-Corruption Regional Plan of Action for the East Region, from 24.69 % in 2016 to 37.21 % in 2017, can be attributed to anti-corruption actions put in place in some public services in the Region over the past months.



United to stamp out corruption in the East Region.



At the Bertoua Regional hospital.

The East Region has been limping in the fight against corruption. Last year, the Region occupied the last but one position in the Regional Anti-corruption classifications carried out by CONAC each year following the evaluation of the level of implementation of the Regional Anti-corruption Plans of actions.

The situation is disheartening, most especially to CONAC that was expecting a visible positive change in the anti-corruption drive in the East Region, following the implementation of the Regional Anti-Corruption Plan of action since 2011.

It was to redefine strategies that CONAC organised a workshop in Bertoua on the 20 and 21 of July, 2017. Under the watchful eyes of the Chairman of CONAC and in the presence of M. Jacques Woulsou, Inspector General of Services for the East Region, representing the Governor, Regional Delegates, Mayors, Magistrates, Forces of Law and Order, leaders of Civil Society Organisations, as well as political,



Workshop participants evaluating their anti-corruption performance.

traditional and religious dignitaries, made an uncompromising assessment of the situation. Most of the participants blamed the mentality of the population and the fear of revenge for the poor anti-corruption score of the region. They however reassured the Chairman of CONAC that a lot of anti-corruption actions in the domains of Prevention, Education, Condition, Incentives and Sanctions are carried out in their services. Understandably therefore, the level of implementation of the Anti-Corruption Regional Plan of action for the East Region moved from 24.69 % in 2016 to 37.21 % during the evaluation carried out in course of

the workshop.

An impromptu visit to some regional public services enabled the Chairman of CONAC to appreciate the anti-corruption actions in place. At the Bertoua Regional hospital, efforts to educate the public and sanction corrupt staff are visible. The problem of late arrival of minimum packages to schools preoccupied the Chairman of CONAC during his stop at the Regional Delegation of Basic Education. At the Regional Delegation of Secondary Education, the Delegate explained measures put in place to ensure a corruption-free 2017-2018 back-to-school. The Pay Master General for the East Region promised to rein-

force transparency in the treatment of files.

At the Regional delegation of Communication, the Delegate reassured the CONAC boss that communication will henceforth play a frontline role in the fight against corruption in the East Region.

The population has been called upon to play a more active role in the fight by denouncing acts of corruption. The Inspector General of Services for the East Region promised to mobilise the different actors for a more efficient fight, while the Governor of the East Region, Grégoire MVONGO, promised to work harder for better results.

It was a visibly satisfied Chairman who left the East Region, convinced that the commitments made by the different stakeholders in the fight against corruption will be respected.

Through a reinforced fight against corruption, the population will be able to benefit from the collective resources of the people, siphoned into private pockets.

Réactions

« NOUS ALLONS CONTINUER À TRAVAILLER. »

■ M. Grégoire MVONGO, Gouverneur de la Région de l'Est.

« Au cours de la dernière évaluation, j'ai promis que nous continuerons à travailler pour améliorer le niveau d'implémentation de notre Plan d'Action Régional de Lutte Contre la Corruption. C'est chose faite. Le niveau d'implémentation est passé de 24.69 % en 2016 à 37.21 % en 2017 ; plus de 13 points gagnés. Nous allons continuer à travailler. Je vais effectuer des visites inopinées dans les services pour m'assurer que les actions ciblées sont en train d'être exécutées ».



« BEAUCOUP RESTE À FAIRE. »

■ Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, Président de la CONAC.

« Je suis content que les choses soient en train de bouger dans la Région de l'Est. Mais beaucoup reste à faire. Il faut que les Délégués Régionaux s'impliquent. Ils doivent mener des actions concrètes et visibles. Les populations veulent voir des boîtes à suggestions, des affiches anti-corruption et des manuels de procédures quand ils entrent dans un service public ».



« JE VAIS CRÉER UNE UNITÉ ANTI-CORRUPTION. »

■ M. Kwekeu, Délégué Régional des Enseignements Secondaires.

« Je suis très content de la visite du Président de la CONAC dans notre Délégation. C'est une motivation de plus pour que nous menions à bien nos actions anti-corruption. Dès la rentrée scolaire, je vais créer une unité anti-corruption à la Délégation qui va mener des activités dans ce secteur ».



« LA COMMUNICATION EST TRÈS IMPORTANTE. »

■ M. Charles ASSALE, Délégué Régional de la Communication

« C'est à cause de la corruption que la Région de l'Est n'est pas développée. Nous sommes donc tous victimes de la corruption. La lutte contre la corruption doit être une lutte de tous les citoyens. La communication est très importante. Les populations doivent savoir ce qui se fait pour lutter contre la corruption. Cela aide à changer les perceptions. »



COMMENT DENONCER UN ACTE DE CORRUPTION

Que dénoncer ? Tout acte de corruption, en mettant l'accent sur les faits.

Qui peut-on dénoncer ? Toute personne impliquée dans un acte de corruption.

Comment dénoncer ? Indiquer les nom, prénoms, lieu de service et fonction de la personne dénoncée. Décrire l'acte posé.

Il est possible de faire une dénonciation anonyme.

Comment contacter la CONAC ?

On peut adresser sa requête à Monsieur le Président de la CONAC par l'une des voies suivantes :

• **Courrier :** Déposer la dénonciation au siège de la CONAC sis au Palais

des Congrès de Yaoundé.

• **Boîte Postale :** B.P. : 33200 Yaoundé

• **Téléphone :** 222 20 37 32

• **Fax :** 222 20 37 30

• **Email :** info@conac.cm

En dénonçant la corruption, vous contribuez à la construction d'un Cameroun uni, fort et prospère.

CAMEROONIANS TOLD TO RESIST CORRUPTION AND DENOUNCE THE ILL

The second anti-corruption caravan organized by the National Anti-Corruption Commission in Yaounde sought to raise popular awareness and adhesion to the fight against corruption.

The first Anti-corruption Caravan organized by CONAC on December 9, 2016, greatly contributed to raise awareness on the dangers of corruption and how to curb the ill in the transport and education sectors. It is for this reason that CONAC decided to go in for another caravan. Eight sectors were on target: Finance, Justice, Forces of Law and Order, Health, Trade, Forestry and Wildlife, Transport and the Media. July 06, 2017, was the day.

The 200-man caravan comprising the staff of CONAC, members of transporters' trade unions and the National Youth Council took off from the CONAC headquarters at 8:00am. With motorcades generously provided by the Delegate General for National Security, the caravan, divided into four teams, combed the streets of Yaounde, stopping at strategic points to distribute T-shirts, flyers and paste stickers all bearing anti-corruption messages and the contacts of CONAC. They also sensitised the population on the dangers of corruption and why it is important not to corrupt or be corrupted.

At the administrative zone, where most of the Ministries are located, the target was civil servants. The importance of denouncing all acts of corruption was reiterated. CONAC's message for the Justice sector was simple: "Corruption destroys our judicial system. We have to Say NO to all forms of corruption in our Courts". At the level of the Ministry of Finance, the CONAC caravan castigated the practice of kickbacks from payments, fake wages and undue advance salaries.

In the health sector, the message was directed to health personnel. They were asked to save lives by saying NO to corruption.



Sensitisation gadgets, such as T-Shirts, were handed out to Yaounde inhabitants.



...and markets of Yaounde.

Pharmacists were, most especially, told to stop the sale of expired or unapproved drugs.

The media, incontestable partners in the fight against corruption, were enjoined to be the perfect watchdog capable of fearlessly denouncing acts of corruption.

Messages on the fight against illegal logging and wildlife exploitation were handed to those in the sector. Wood vendors accepted that corruption does exist in the sector, but pointed accusing fingers at those carrying out controls on our roads, understandably why the transport sector almost stole the show. At the

different toll gates, weighing stations, travel agencies, bike riders' parks, the message of CONAC was clear: drivers should avoid corruption by ensuring that their personal and vehicle documents are up-to-date. They were also told to preserve lives by avoiding overloading and shunning fake roadworthiness certificates. The forces of law and order, accused of fuelling corruption on our roads, were told to be people of integrity by saying No to corruption.

In all, the CONAC caravan was received with a lot of enthusiasm at all the stops. The participative approach used by CONAC to reach



The sensitisation team combed the streets ...



The caravan was received by the Chairman of CONAC.

out to the population was appreciated. Suggestions were made on how to reinforce the fight against corruption in Cameroon, notably through the introduction of a system of compensation for whistleblowers, the homologation of amounts for each fine and the decentralisation of CONAC to facilitate denunciation.

At the end of the day, the caravan was received by the Chairman of CONAC, in the company of the Vice-Chairman and the

Permanent Secretary. The Chairman was full of praises for a job well done. The wish of CONAC is that the flyers, stickers, t-shirts and messages distributed during the caravan will help Cameroonians to break the corruption chain by systematically denouncing and rejecting every corrupt practice. In this way, the country would gradually build its critical mass of positive actors ready to say "I am no gateway to corruption".

LES MESSAGES DE LA CONAC

<p>La corruption N'EST PAS UNE FATALITE, elle peut être vaincue : Levons-nous, ENSEMBLE COMBATTONS LA CORRUPTION car nous en sommes tous victimes sans exception.</p>	<p>JE REFUSE de corrompre et de me laisser corrompre : La corruption NE PASSERA PAS PAR MOI.</p>	<p>Conducteurs de taxis, dites non à la corruption. Evitez la corruption en vous assurant que vos documents personnels et ceux des véhicules que vous conduisez sont en règle.</p>	<p>Pharmaciens : Stop à la vente de médicaments périmés ou non homologués. Ensemble, sauvons des vies.</p>	<p>Combattons l'exploitation forestière et faunique illégale en dénonçant toute pratique illégale.</p>	<p>Policiers et gendarmes : Soyez intègres. Dites non à la corruption.</p>
<p>Opérateurs économiques : Payons nos impôts aux guichets de l'Etat pour soutenir les actions de développement de notre pays.</p>	<p>La corruption détruit notre système judiciaire. Dites non à toute forme de corruption dans les tribunaux.</p>	<p>Le détournement de deniers publics freine la croissance et le développement du Cameroun.</p>	<p>La pratique des pourcentages, des salaires fictifs et des avances de solde indûment perçus relève de la corruption et constitue des détournements de deniers publics.</p>	<p>La corruption est le principal obstacle à la réalisation des objectifs de développement durable.</p>	<p>Hommes et femmes des médias : Vous êtes la voix du peuple. Préservez la dignité du plus beau métier. Dites non à toute forme de corruption dans la presse. Dénoncez la corruption.</p>